

## Nigeria/Après plus de 200 morts dans des violences intercommunautaires

### Buhari sous pression

AFP

Jos/Nigeria

**Rétablir l'ordre ou démissionner : voilà l'alternative que semblaient imposer hier au président de nombreuses voix, y compris dans son propre camp.**

LES appels se multipliaient hier au Nigeria pour inviter le président Muhammadu Buhari à rétablir l'ordre ou à démissionner, après la mort de plus de 200 personnes au cours du week-end dans des violences entre éleveurs peuls musulmans et agriculteurs chrétiens dans le centre du Nigeria. Muhammadu Buhari a été élu en 2015 sur sa promesse de lutter contre l'insécurité, en particulier contre les jihadistes de Boko Haram, dont l'insurrection a fait plus de 20.000 morts et près de 2,3 millions de déplacés depuis 2009 dans le nord-est du pays.

Il a déclaré mardi que son "administration avait eu des succès notables dans le secteur de la sécurité". Mais force est de constater que le Nigeria, géant de 180 millions d'habitants, est en proie à de nombreux conflits et que la situation sécuritaire s'est aggravée au

cours des trois dernières années, en particulier avec l'explosion des violences intercommunautaires dans le centre, qui pourrait même éclipser celles de Boko Haram.

Dans un discours publié hier, et adressé au président Muhammadu Buhari, le gouverneur de l'Etat du Plateau (centre) Simon Lalong a dit regretter la "perte douloureuse de plus de 200 personnes", tuées par des membres présumés de l'ethnie peule : un chiffre bien supérieur aux 86 morts précédemment avancé par les forces de police locales.

Ces attaques auraient été menées en représailles à la mort de cinq Peuls, tués par des jeunes de l'ethnie Berom, des agriculteurs chrétiens.

Historiquement l'Etat du Plateau, central, est l'une des zones explosives entre chrétiens et musulmans, qui représentent environ chacun la moitié de la population nigérienne. Le gouverneur, au pouvoir depuis trois ans, était parvenu jusqu'à présent à maintenir une paix relative.

**"INVASION TERRO-RISTE"** • Il s'inquiète désormais "des attaques répétées qui donnent l'occasion à des éléments criminels engagés dans le vol de bétail, le pillage, le banditisme ou la contre-bande d'armes de



Photo : AFP/L'Union

La pression s'accroît hier autour du président Muhammadu Buhari (ici en visite auprès d'éleveurs peuls) avec des appels à rétablir l'ordre, ou alors à démissionner.

commettre ces crimes parmi les citoyens" du Plateau.

De pareils groupes ont fait des dizaines de morts, et ont kidnappé des dizaines de personnes en échange de rançons dans les Etats de Kaduna ou Zamfara : des milliers de personnes vivent terrées chez elles depuis des semaines, ou ont du quitter leur foyer craignant ces groupes meurtriers.

Selon M. Lalong, qui a évoqué une "invasion terroriste", les dernières attaques ont été menées avec "des armes sophistiquées" : "Cela nécessite une réponse digne de celle dont nous usons dans le conflit contre Boko Haram", a-t-il déclaré.

M. Buhari, 75 ans, ancien général originaire du Nord du pays, a rejeté comme "in-

justes" toutes les accusations selon lesquelles il n'agissait pas face à la crise qui cristallise toutes les tensions dans le pays parce qu'il soutenait la communauté peule et musulmane, et il a déployé l'armée et des forces de sécurité supplémentaires dans la zone.

"Ces tueries sont allées trop loin", a mis en garde hier le journal local Business Day, appelant le chef de l'Etat à démissionner : "Si le président ne peut garantir la sécurité à ses citoyens (...), il devrait quitter ses fonctions", a écrit le quotidien d'influence nigérian. "Dans une telle situation, il ne devrait même pas aborder le sujet de sa réélection".

Des parlementaires avaient laissé planer en juin la menace d'une destitution de

Buhari.

Plusieurs centaines de personnes ont défilé mardi dans les rues de Jos, capitale de l'Etat du Plateau, demandant l'arrestation des responsables des violences.

Les prochaines élections générales et présidentielle se tiendront en février 2019, et beaucoup s'inquiètent des récupérations de groupes criminels à des fins politiques mais aussi de la tournure ethnique et religieuse que prend ce conflit dont le premier enjeu est l'accès aux terres fertiles.

La rapide croissance démographique du pays, qui compte aujourd'hui 180 millions d'habitants et devrait devenir le troisième pays le plus peuplé au monde d'ici à 2050, a aggravé la situation.

Les éleveurs Peuls sont accusés d'être responsables de la mort de quelques 1.000 personnes depuis le début de l'année 2018, selon une organisation américaine spécialisée dans les conflits armés, Armed Conflict Location and Event Data Project.

Attaques et représailles menées par des milices des deux bords ont aussi fait plus de 2.500 morts en 2016, selon un rapport récent de l'International Crisis Group, ce qui en fait le conflit le plus meurtrier du pays, devant l'insurrection jihadiste de Boko Haram.

## Zimbabwe/Attentat de samedi dernier

### Le président Mnangagwa soupçonne des partisans de Grace Mugabe

AFP

Harare/Zimbabwe

LE chef de l'Etat zimbabwéen Emmerson Mnangagwa a accusé les partisans de l'ancienne Première dame Grace Mugabe d'avoir fomenté l'attentat dont il est sorti indemne le week-end dernier, en pleine campagne électorale pour la présidentielle du 30 juillet. Samedi, deux personnes ont été tuées et des dizaines blessées lors de l'explosion d'un engin non identifié à la fin d'un discours prononcé par M. Mnangagwa devant

des milliers de ses partisans réunis dans un stade de Bulawayo (sud). L'attentat n'a pas été revendiqué.

"Il s'agit d'une action politique de la part de personnes qui sont mécontentes de l'actuel gouvernement démocratique du pays", a estimé M. Mnangagwa dans une interview à la BBC diffusée hier.

"Mon intuition, sans avoir de preuve, est que les personnes qui sont mécontentes du nouveau gouvernement sont le G40", a-t-il poursuivi, en référence au groupe Génération 40, une faction au sein du parti au pouvoir de la Zanu-PF favorable à



Photo : AFP

C'est vers les proches de l'ex-première dame Grace Mugabe que se tourne le regard du président Emmerson Mnangagwa après l'attentat de samedi dernier.

Grace Mugabe. "C'est la conclusion logique

et raisonnable qu'on peut tirer", a estimé M. Mnangagwa, promettant de "traquer ces criminels". "Une fois qu'on les aura arrêtés, on pourra déterminer l'étendue de leur réseau", a-t-il encore dit.

M. Mnangagwa a succédé en novembre au président Robert Mugabe, contraint de démissionner, après trente-sept ans au pouvoir.

M. Mugabe s'est résigné à quitter le pouvoir après avoir été lâché par l'armée et son parti, la Zanu-PF, au pouvoir depuis l'indépendance en 1980.

Quelques jours avant l'intervention de l'armée, Grace

Mugabe avait obtenu de son mari qu'il démette de ses fonctions de vice-président M. Mnangagwa, dauphin de longue date du chef de l'Etat mais devenu un encombrant adversaire pour l'ambitieuse Première dame.

C'est pour empêcher la fantaisie et autoritaire Grace Mugabe de prendre, le moment venu, la succession de son mari nonagénaire que l'armée avait décidé d'agir.

"Comment pourrais-je faire confiance" à Grace Mugabe, "une personne qui a été utilisée par une cabale pour dire des choses sans fondement ?", a lancé M. Mnangagwa dans son interview à la BBC. "J'ai de la compassion pour elle", a-t-il toutefois ajouté. "Parce qu'à mon avis elle était politiquement immature, (...) elle a été utilisée par ceux qui voulaient se débarrasser de moi."

Le Zimbabwe est appelé à élire le 30 juillet son président et ses députés, les premiers scrutins depuis la chute de M. Mugabe. Agé de 75 ans, M. Mnangagwa est donné grand favori de la présidentielle.

### C'est arrivé...

## Trump vante sa chevelure, l'un de ses "grands atouts"

LE président américain Donald Trump a vanté lundi dernier la qualité de sa chevelure, ironisant sur ceux qui affirmaient durant la campagne qu'il avait une perruque. "C'est l'un de mes grands atouts. Tout le monde disait que mes cheveux étaient faux, que ce n'était pas les miens, que j'avais une perruque", a-t-il lancé lors d'un meeting de campagne en faveur du gouverneur républicain de Caroline du Sud Henry McMas-

ter. "J'ai été pris dans des tempêtes, des vents à 100km/h", a-t-il poursuivi, amusé.

"Si ce ne sont pas vos vrais cheveux, ne soyez pas candidat ! Ne soyez pas candidat !", a-t-il conclu sous les applaudissements et les rires de l'audience, lors d'un discours où il a repris de nombreux thèmes de sa campagne présidentielle de 2016.

... en Caroline du Sud (Etats-Unis)

## L'Afrique en bref

• **RD Congo / Justice. Renvoi du procès Katumbi au 10 octobre**

Le procès de l'opposant congolais en exil Moïse Katumbi pour recrutement présumé de mercenaires a été renvoyé au 10 octobre, a indiqué hier à Kinshasa la Cour suprême de justice de la République démocratique du Congo.

• **Rwanda / Génocide. Condamné à la perpétuité en Suède**

Un Suédois d'origine rwandaise, Théodore Tabaro, 49 ans, a été condamné hier en Suède à la réclusion à perpétuité pour sa participation au génocide de 1994 au Rwanda.

• **Soudan du Sud / Conflit. Vers un cessez-le-feu permanent**

Le président sud-soudanais Salva Kiir et son rival Riek Machar se sont mis d'accord hier sur un cessez-le-feu "permanent" d'ici 72 heures, soulevant l'espoir qu'un accord de paix puisse être trouvé pour mettre un terme à la guerre civile dans leur pays.

## A travers le monde

• **République Tchèque / Politique. Nomination du deuxième gouvernement Babis**

Le deuxième gouvernement de l'homme d'affaires milliardaire Andrej Babis, né de l'alliance de son mouvement centriste et populiste ANO et du parti social-démocrate CSSD et comptant sur le soutien tacite des communistes du KSCM, a été nommé hier à Prague par le président Milos Zeman.

• **Russie-Etats-Unis / Diplomatie. Poutine-Trump, premier sommet "dans un pays tiers"**

Vladimir Poutine et Donald Trump vont se retrouver prochainement pour leur premier sommet bilatéral, "dans un pays tiers", a annoncé hier le Kremlin après un entretien entre le président russe et John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche.

• **Syrie/Conflit. Raids aériens du régime et de son allié russe dans le sud**



Photo : AFP

Des raids aériens ont frappé hier des territoires rebelles dans le sud syrien, tuant des civils et mettant hors service trois hôpitaux, le pouvoir de Bachar al-Assad soutenu par l'allié russe poursuivant une offensive pour reconquérir cette région stratégique.